

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Département du Val d'Oise Arrondissement de SARCELLES Canton de MONTMORENCY Commune de MONTMORENCY

CDV/NL

ARRÊTÉ DU MAIRE N°344.2025 PORTANT RÉGLEMENTATION PROVISOIRE D'AUTORISATION DE STATIONNEMENT

22 RUE PERQUEL

Le Maire de la Ville de MONTMORENCY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 et suivants,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU la demande en date du 16 septembre 2025, par Monsieur CARSOUX Alain domicilié au 22 rue Perquel - 95160 MONTMORENCY,

CONSIDÉRANT que le déménagement réalisé au 22 rue Perquel – 95160 MONTMORENCY, nécessite que des dispositions soient prises pour réglementer le stationnement et qu'il convient de sauvegarder la sécurité publique,

ARRÊTE

Mardi 14 octobre au mercredi 15 octobre 2025

22 RUE PERQUEL

Article 1:

Le stationnement sera réservé sur 1 place de parking au droit du 22 rue Perquel pour le camion de déménagement.

Le cheminement des piétons sera maintenu et sécurisé.

Article 2:

Les services de Police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires et complémentaires au présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et le bon déroulement de celui-ci, notamment, en ce qui concerne les véhicules en stationnement en infraction, au jour et lieu indiqués par ce dernier et qui pourront être enlevés aux risques et frais imputés à leurs propriétaires (article R 417-10 du Code de la Route qui prévoit et réprime le stationnement gênant).

Article 3:

La signalisation nécessaire à cette réglementation sera fournie, posée et entretenue par les services municipaux.

Article 4:

M. le Commissaire de Police,

M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,

M. le Chef du Centre de Secours de Saint-Brice-sous-Forêt et Montmorency,

M. le Chef de Service de la Police Municipale,

M. le Directeur Général des Services,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la Ville, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale;

Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Montmorency, le 97. 15. 202

Pierre GUIRAUDET. Adjoint au Maire

Délégué) à l'urbanisme, et au cadre de vie



Nº108

SERVICES TECHNIQUES

Tel: 01.39.34.99.47 FAX: 01.39.64.16.09

CDV/NL

PERMIS DE STATIONNEMENT

EMPRISE D'OCCUPATION ET RÉSERVATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Ville de Montmorency,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et les textes qui l'ont complété ou modifié,

VU le règlement d'Urbanisme applicable au territoire communal,

VU le Tarif pris par Délibération n°7 du 27 juin 2024 portant tarification des droits de voirie pour l'année 2025,

VU la demande présentée le 16 septembre 2025 par Monsieur CARSOUX Alain domicilié 22 rue Perquel – 95160 MONTMORENCY, s'appliquant à l'occupation du domaine public pour le déménagement au droit du 22 rue Perquel – 95160 MONTMORENCY,

ARRÊTE

Mardi 14 octobre au mercredi 15 octobre 2025

Article 1:

Le pétitionnaire devra dans le cadre de sa demande, se conformer aux prescriptions imposées par les articles ci-après.

Article 2:

L'emprise d'occupation du domaine public totale est de : $5 \text{ ml x } 2 \text{ ml} = 10 \text{ m}^2$ pour le déménagement du 14/10/2025 au 15/10/2025 au droit du 22 rue Perquel - 95160 MONTMORENCY.

Le cheminement des piétons sera maintenu et sécurisé.

Article 3:

Le pétitionnaire restera seul responsable en cas d'accident.

<u> Article 4</u> :

Le pétitionnaire s'acquittera, auprès de Monsieur le Trésorier Principal de MONTMORENCY, après avoir reçu un avis de sommes à payer, d'un droit de voirie s'élevant à **75.81** € **TTC** fixé par la Délibération n°7 du 27 juin 2024.

Nota : Pour toute annulation, prévenir les Services Techniques 48 heures avant afin de ne pas acquitter le montant de la redevance.

Article 5

La signalisation nécessaire à cette réglementation sera fournie, posée et entretenue par les services municipaux.

Article 6:

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur. La violation des interdictions ou plus généralement tout manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront punis de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe, conformément à l'article L. 610-5 du code pénal.

Article 7:

Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

Article 8:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la Ville, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale;

Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Montmorency, le O7. 15. 20 V

Pierre GUTRAUDET. Adjoint au Maire

Délégué à l'urbanisme, et au cadre de vie



Demande d'arrêté de police d'occupation du domaine public Minimum 15 jours avant le traitement de l'arrêté Avec droits de perception pris par délibération N° 7 du 27 juin 2024

Code de la route L411-1 à L411-7 Code général des collectivités territoriales L2213-1 à L2213-6,1

LE DEMANDEUR Téléphone : 06.71.57.87.41 Prénom: E PERQUEL Adresse: SIRET: MONTMORENCY alain carsour egnail. com Courriel: POSE D'UNE BENNE Tarifs 2024 : 0,89 €/par jour et par m² avec un minimum de perception qui s'élève à 75.81 € Date prévue de début des travaux : Durée des travaux (en jour calendaire) : Jour (s) Longueur de la benne en mètres : Largeur de la benne en mètres : Description des travaux : POSE D'UN ECHAFAUDAGE Tarifs 2024 : 0,89 €/par jour et par m² avec un minimum de perception qui s'élève à 75.81€ Date prévue de début des travaux : Durée des travaux (en jour calendaire) : Jour (s) Longueur de l'échafaudage en mètres : Largeur de l'échafaudage en mètres : Numéro de dossier déclaration préalable : Description des travaux : Sécurité : Filet Balisage Eclairage Stockage matériel : Sur domaine public Sur domaine privé DEMENAGEMENT Autorisation Tarifs 2024 : 0,89 €/par jour et par m² avec un minimum de perception qui s'élève à 75.81€ et Réservation (*) Tarifs 2024 : 52,20 € + 5,15 € par barrière Date prévue de début du déménagement : 14 110 2025 Durée du stationnement (en jour calendaire) : Stationnement Autorisation (*) Réservation 1 barrière pour 5 mêtre Nombre de place(s) à réserver : Linéaires J'atteste de l'exactitude des information fournies 1 Prénom:

^{*} L'arrêté doit être affiché 7 jours avant par <<le demandeur>>

^{*} Nota : Pour toute annulation, prévenir le Service Technique 48 heures avant afin de ne pas acquitter le montant de la redevance.